

## LS SONT DRÔLES, QUAND MÊME, LES TAULIERS DU FOOTBALL FRANÇAIS.

Ils pourraient très bien se la couler douce sur leur gros tas de dollars qui n'en finit jamais de grossir. Ils pourraient continuer tous ensemble à faire leur beurre de transferts de joueurs toujours plus mirobolants et continuer à prier collectivement pour que Dieu protège leur fric et que les lois sur la transparence en politique ne s'appliquent jamais, mais alors jamais, à leur « petit » commerce. Oui, parce que, sinon, ils seraient bien embêtés par les policiers, les juges, tout ça. Mais en fait, non, ce n'est pas suffisant. Les présidents de club ont préféré s'amuser à faire de la politique; ce qui revient à organiser leur propre chaos et à s'entre-tuer. Des semaines que le foot français pique sa crise. Instabilité institutionnelle, scission profonde entre les clubs les plus riches et les petits poucets avec, pour conséquence, l'impossibilité de se mettre d'accord sur un nom pour présider la Ligue de football professionnel depuis la démission surprise de Frédéric « moustache » Thiriez après quatorze ans d'exercice et un combat de trop contre Noël Le Graët, le président de la Fédération française de football (FFF). Depuis six mois, le foot français ressemblait à un gros poulet en crampons mais sans tête qui courait aux quatre coins du terrain. L'enjeu? Ben voyons... Le grisbi. Il en faut toujours plus, c'est pathologique. Comment se répartir, chaque année, 748,5 millions d'euros de droits de retransmission du championnat.

Un gros gâteau qui finance en grande partie le sport favori des Français. Tout ça sur fond de guerre d'ego entre des personnalités à la testostérone hautement inflammable. Pour essayer de comprendre cette salade, on a téléphoné à Guy Roux, mythique entraîneur d'Auxerre, 78 ans et toujours la pêche comme Jean-Pierre Raffarin: « Pour résumer: il n'y a plus de chef à la Ligue. C'est comme la Belgique quand il n'y avait pas de premier ministre. On est dans le foutoir total mais il y a une nécessité de s'en sortir. »

Bien vu. Vendredi 11 novembre, un jour d'armistice, tout au bout d'un énième psychodrame permis par ce type d'élection bizarre où il n'y a ni profession de foi, ni campagne, et où les candidats ne se révèlent qu'au tout dernier moment, ils ont enfin élu quelqu'un à la tête de la LFP. Une femme, Nathalie Boy de la Tour. Une incongruité dans ce monde de machos. C'est la première dame à accéder à cette fonction, une élection saluée par Najat Vallaud-Belkacem ou Nathalie Kosciusko-Morizet, et par l'ensemble des acteurs du football... Suspect. Transformer en trois petits jongles une crise de régime en un symbole marketing des plus progressistes: dans le foot, ils sont vraiment trop forts. En revanche, pour expliquer le pourquoi du comment de son élection, la créatrice de la Fondation du foot, rebaptisée FondaCtion en 2014, et membre, à ce titre, du conseil d'administration de la Ligue depuis trois ans, ne s'est pas trop étendue. « Un concours de circonstances », c'est ainsi que cette

ancienne consultante en stratégie (!) a justifié, d'une petite voix tout émue, sa victoire. Est-elle une potiche dont le seul mérite est celui d'arranger tout le monde? Certains ne pensent qu'à ça, les autres estiment qu'elle aura du répondant. Il faut dire que les manœuvres souterraines qui ont présidé à son élection feraient passer un congrès du Parti socialiste – vers 1989 à Rennes, au hasard – pour une bataille de Pokémon à la récré. Des trahisons, des intrigues et des coups de poignard à n'en plus finir...

À la sortie du siège de la FFF qui avait accueilli l'élection, dans le froid plein de soleil du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le candidat favori mais malheureux a même lâché, avec une classe toute sportive: « Après l'élection, on m'a demandé si j'avais bien pris un tube de vaseline avec moi. » Jean-Michel Roussier, un vieux de la vieille pourtant, l'« Alain Juppé du foot », président de l'Olympique de Marseille entre 1995 et 1999, producteur exclusif d'Onzéo, une chaîne de télé consacrée au foot, était vraiment très rouge et très fâché. Ses adversaires avaient réussi à convaincre Raymond Domenech de se présenter pour lui barrer la route. Domenech, l'ancien sélectionneur des Bleus, le grand brûlé du scandale de Knysna, qui avait eu l'idée terrible de demander sa compagne en mariage en direct à la télé après une piteuse élimination des Bleus à l'Euro 2008... Domenech président du foot pro? Avant que tout le monde ne revienne à la raison et opte in extremis pour M<sup>me</sup> Boy de...

# Le foot en terrain miné.

Le 11 novembre dernier, la Ligue de football professionnel a enfin élu son patron. En l'occurrence, sa patronne: Nathalie Boy de la Tour. Cette première en forme de victoire surprise masque mal les dissensions qui règnent au sein de la Ligue. Trahisons, intrigues, coups de poignard... Les semaines qui viennent de s'écouler ont vu le petit monde du foot s'écharper sur fond de juteux droits de retransmission télévisée.

PAR LAURENT TELO — ILLUSTRATIONS MIKE McQUADE

••• la Tour. Pour se rassurer, on se dit que le foot français a doublement échappé au pire. Car Jean-Michel Roussier a été condamné en 2006 à dix-huit mois de prison avec sursis pour abus de biens sociaux au sein du club susmentionné.

Cette élection, c'est la cerise sur une histoire incroyable, passionnée et pleine de rebondissements, comme seul le foot... bla-bla-bla... et qui recèle surtout un casting cinq étoiles. Des gens bien comme il faut, issus du milieu politico-médiatico-économique, qui se disent que le monde clinquant et rutilant du foot, c'est superchouette, que ça change un peu du quotidien. Oui, mais une fois que ces petits curieux ont trempé un orteil dans le marigot, ils se demandent comment s'en sortir indemnes et pas trop « mouillés ».

Jean-Pierre Denis, par exemple. Il fut, ces six derniers mois, président de la Ligue par intérim. Un type qui a de quoi impressionner. Énarque, ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Jacques Chirac... En ce moment, il est président du Crédit mutuel Arkéa, qui regroupe les caisses locales de l'Ouest et du Massif central, en guerre nucléaire avec la maison mère pour prendre son indépendance. Alors, franchement, la présidence du foot pro... Du pipi de chat? Que nenni. Au lieu d'accepter un CDI à la tête de la Ligue, il a préféré prendre ses jambes à son cou. Deux crises à gérer, c'était au moins une de trop.

Le foot français a alors tout fait pour convaincre le « Michel Drucker des bobos » de devenir président. Michel Denisot a tellement d'admirateurs et tellement d'expérience. Il a été président du PSG et de Châteauroux, directeur des sports de Canal+. Mais sur ce coup-là, il a trouvé le moyen de filer à l'anglaise. Deux jours avant l'élection, « on m'a encore proposé de revenir sur mon refus. Ou d'être président par intérim avant de trouver une solution qui satisfasse tout le monde. Mais je ne travaille pas chez Manpower. Pour présider la Ligue, il faut un engagement total. J'aurais bien aimé mais je viens de signer avec UGC pour réaliser un film, j'ai des touches avec des chaînes de télé... ».

La suite de la conversation se déroule davantage *off the record*, tellement l'ambiance est tendue. Denisot se demande pourquoi ces dirigeants de club, sains d'esprit mais tellement immatures, passent leur vie à se téléphoner pour essayer de détricoter en douce ce qu'ils ont voté à l'unanimité six mois avant. Comment ils ont pu nommer un directeur général exécutif (DGE) avant d'essayer de trouver un président compatible avec ledit DGE. Le directeur général en question s'appelle Didier Quillot. Depuis un mois, il a les yeux tout rouges, il ne dort pas des masses. En mars dernier, il a été nommé directeur général de la Ligue. C'est le *number one* des chasseurs de têtes, l'américain Spencer Stuart, qui l'a déniché. Parce que Quillot, c'est un business-

man capable de valoriser le produit football. Et ce n'est pas non plus un enfant de chœur. Il était surnommé « la Quillotine » quand il était patron du groupe Lagardère Active après avoir été celui d'Orange France. Et pourtant, en débarquant dans le foot, à part sa douleur, il n'a pas compris grand-chose. Il se souviendra longtemps du 5 octobre dernier. Quand la crise a atteint des sommets. C'est ce jour-là que devait être élu le président de la Ligue, au cours d'une distribution des prix, genre *École des fans*, pépère. Tu parles. La veille, un conseiller roué l'avait prévenu : « *C'est trop calme. Il va se passer quelque chose.* » Quillot n'a rien vu venir. Pas vu que la guerre entre les clubs les plus riches (PSG, Lyon, Monaco, Marseille, Nice, etc.) et les « sans-shorts » avait atteint son paroxysme. Que les « petits » clubs qui représentent moins du quart du chiffre d'affaires du football français en avaient marre de la gourmandise toujours grandissante des cadors du foot français pour absorber, encore un peu plus, les bénéfices des droits télé et ne laisser que des miettes aux « rebus des pelouses ». Alors ceux-ci ont décidé de prendre le pouvoir et de virer, de manière tout à fait démocratique, le Paris-SG, Monaco et le Lyon de Jean-Michel Aulas du conseil d'administration. Une crise constitutionnelle? Une journée révolutionnaire! Le « serment du Jeu de paume » a eu lieu la veille de l'élection, au cours d'une « nuit des longs couteaux ». Ça s'est réglé à l'ancienne. Les gros clubs avaient prévu de dîner au restaurant de l'Hôtel Baltimore, près du Trocadéro, mais ils ont constaté que cinq chaises étaient vides. C'étaient celles de cinq « dissidents » (Bastia, Rennes, Montpellier, Caen, Lorient) qui, préférant devenir les puissants des petits plutôt que l'inverse, étaient partis rejoindre leur nouveau camp à l'Hôtel Renaissance, quasiment en face, où on avait déjà pensé à tout. À renverser le conseil d'administration et à bombarder un président à sa main, Jean-Michel Roussier, par exemple. Le tour était déjà joué.



**LES "GROS" ONT TOUT COMPRIS JUSTE AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD.**

Le matin de l'élection, ils ont raflé des alliés inespérés, se sont réunis dans le couloir, et ont refusé d'entrer dans la salle de l'assemblée générale pour émarger. Afin que le quorum pour valider l'élection ne soit pas atteint et que l'OPA des « petits » sur la Ligue ne reste qu'un doux rêve. Un moment tellement explosif que Jean-Pierre Denis refuse de présider l'assemblée générale. Michel Denisot, le doyen du conseil

d'administration, s'y colle mais pour mieux passer le sac à ballons bourré d'amiante à Didier Quillot. Qui, devant huissier constatant que le quorum n'est pas atteint – 57,71 % étaient requis, 57,25 % des émargements ont été réunis –, prononce l'annulation de l'Assemblée générale et donne rendez-vous pour une nouvelle élection ce fameux 11 novembre. À cet instant, de la part des « petits » qui devaient légitimement gagner, il a reçu un gros paquet d'insultes. Il n'avait pas connu ça depuis un tournoi de billes dans la cour de récré. Il y en a même un, Alain Orsoni, dirigeant très corse du club d'Ajaccio, qui était vraiment en pétard. Il a levé le doigt et a dit que c'était « *un déni de démocratie. Ça ressemble à ce qui se faisait au Soviet suprême.* ». Le type est un des créateurs du FLNC. Dès qu'il allait en



prison, il faisait une grève de la faim pour en sortir plus vite, c'est vous dire que question démocratie, il en connaît un rayon.

Ce jour-là, celui qui a fait pencher la balance de 0,46 gramme en refusant de voter, par solidarité avec les « gros », c'est Philippe Piat, le « Philippe Martinez du foot français », le coprésident du syndicat des joueurs, ces ouvriers du ballon rond. Dans le milieu, le sosie officiel du ténébreux Lee Van Cleef est un type craint et respecté. Il a essayé de nous expliquer les coulisses dudit foutoir et comment il fut envisageable que la CGT du foot puisse s'entendre avec le Medef du ballon rond. À la septième bande du billard géant, on n'a plus rien compris. Sauf que « tout ça, c'est au nom de l'intérêt supérieur du foot ». Ah bon. « *Si on veut résumer, chacun suit une stratégie*

*particulière en essayant de trouver des alliances de circonstances* », qu'il a rajouté. O.K. Heureusement que les types n'ont pas tous fait l'ENA, qu'est-ce que ce serait sinon. Justement, ce qui se dégage, c'est qu'en marge de cette guerre pour le pognon se joue une lutte de pouvoir générationnelle. Les fameux ego qui s'entrechoquent. Il y a ce genre de phrase qui fuse : « *Le pouvoir ne se donne pas, il se prend* », c'est la *punchline* du *Parrain III* et aussi un réflexe vieux comme le monde. Jean-Michel Aulas, président de l'Olympique lyonnais depuis 1987, le président de club le plus influent du lot, est contesté par Guy Cotret, président d'Auxerre, club de Ligue 2, 35 000 âmes, ou Bertrand Desplat, chef des frondeurs et président de l'En Avant Guingamp, 7 000 âmes. Rencontré deux jours avant

l'élection, Jean-Michel Roussier n'était pas encore passé à la pharmacie s'acheter un lubrifiant générique car il était sûr qu'il allait être élu. Il nous avait exposé sa – osons le mot – philosophie sur ce que devrait être le foot français. Roussier était justement le candidat des « petits », porté par Cotret et Desplat. Là, pour le coup, on a tout compris à l'avenir. Fini la République des copains et des petits intérêts personnels ! À bas l'Aulas aux crocs de fauve, symbole ultime du narcissisme footballistique, vive l'œcuménisme et la solidarité. Grâce à une répartition des droits télé plus équitable pour un championnat plus dense pour être plus forts tous ensemble face aux adversaires européens. Bref, assister à l'aurore d'une aube nouvelle grâce à une mise en commun des moyens de production... •••



... C'était beau. Mais il ne faut jamais se laisser avoir par un excès de sentimentalisme. Il n'y a aucune morale marxiste dans le foot. On aimerait tous que, à la fin de l'histoire, les petits prolétaires forcément vertueux l'emportent sur les gros richards forcément dégueulasses. La seule vérité, c'est que le PPCM (plus petit commun multiple) du foot français, c'est le TPMG (tout pour ma gueule) multiplié par le RPLA (rien pour les autres). Quels que soient la caste et le niveau de revenu. Par exemple, Guy Cotret, avant d'être président du club local, n'était pas cordonnier à Auxerre mais DRH des Caisses d'épargne. Il n'a pas toujours eu non plus des pensées forcément recommandables. Voilà des propos qu'il a tenus en 2012, selon Mediapart: « *Quand on a une composition d'équipe avec seulement des joueurs africains, en termes de mobilisation, d'esprit de révolte, ce n'est pas toujours facile à animer. Ils ont un caractère qui engendre un certain laxisme.* » Quant à Bertrand Desplat, l'ambitieux chevalier social-démocrate du foot français, il semble être en réalité un suzerain très féodal. Thierry Perennes, secrétaire de l'union départementale CGT des Côtes-d'Armor, saisi pour des problèmes de représentativité syndicale au sein de l'En Avant de Guingamp, ne veut plus entendre parler de ce dossier. Des actions et des recours en justice à n'en plus finir, il a laissé tomber. « *L'En Avant Guingamp ne veut pas de délégués du personnel en son sein, c'est comme ça. La direction du club ne veut pas s'emmerder avec des représentants du personnel et met une pression d'enfer sur des salariés pour qu'il n'y ait pas de syndicat. M. Desplat s'assoit sur le code du travail.* »

**N**ÉANMOINS, BERTRAND DESPLAT POSSÈDE UN AVANTAGE NON NÉGLIGEABLE dans sa quête d'une position politique majeure dans le paysage restructuré du foot français. Il est le gendre de Noël Le Graët, président de la FFF. Pour faire simple, si la LFP gère le foot professionnel, la FFF gère les équipes de France et tout le foot amateur. Des secteurs bien délimités, mais bon, c'est comme partout, tout est une question de bonhomme. Et dans le monde impi-

toyable du football qui ressemble un peu au Far West, où, pour exister un peu, il faut être roublard et bon tireur, le shérif, c'est Noël Le Graët. Imbattable. Comme le dit Guy Roux: « *La démocratie, c'est l'art de manœuvrer. Dans une dictature, il n'y a pas de manœuvres, il n'y a que des coups de fusil. Et dans ce registre, Le Graët a tout réussi. Même le mariage de ses filles. Il n'a qu'un ennemi: sa date de naissance. Pour le reste, il*

*dente.* » Comme quoi, la guerre n'est peut-être pas tout à fait terminée. Mais pour éviter les mauvaises surprises, Le Graët peut s'appuyer si besoin sur un allié de poids. Un copain. François Hollande.

Le président de la République, lui aussi, a rassemblé tout le foot français sous la même bannière. Mais pas pour les mêmes raisons. Page 305 du radioactif « *Un président ne devrait*

On aimerait tous que, à la fin de l'histoire, les petits prolétaires forcément vertueux l'emportent sur les gros richards forcément dégueulasses. Mais il n'y a aucune morale marxiste dans le foot.

*est tranquille.* » Il n'a pas l'air comme ça, l'ancien maire de Guingamp, 74 ans, mais son kif à Le Graët, c'est d'être le patron du football français. Le patron total. Comme il a peur que tout le monde ne soit pas suffisamment au courant de cet état de fait, il se représente pour la troisième fois à la tête de la FFF, le 18 mars prochain, et laisse filtrer qu'il a largement contribué à faire élire la nouvelle présidente de la Ligue. Il n'a pas tort. Durant toute la crise, le bureau de Le Graët est devenu le central téléphonique du foot français. En vrac, il a convaincu les clubs de s'entendre sur une répartition des droits télé, il a joué les proctologues de Jean-Michel Roussier, laissé Aulas au conseil d'administration et décidé qu'il sifflerait la fin de la récré le 11 novembre sur l'air des champions: « *Donnons un peu de blé aux petits, laissons l'illusion du pouvoir aux gros, et moi, je vais manœuvrer à ma guise la nouvelle prési-*

*pas dire ça...* ». Les secrets d'un quinquennat (Stock), de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, il a fait une grosse boulette. En substance, il a dit qu'il était intervenu auprès de l'émir du Qatar afin qu'il consente à laisser à Canal+ les droits de retransmission de la Ligue 1 pour une somme pas trop folle. Le président estimait que si Canal+ perdait ces droits, la chaîne courrait à sa perte, et tout un pan du cinéma national avec lui. Une raison sans doute louable, mais ce qu'ont vu les patrons du foot français, c'est qu'il y avait entrave à la concurrence, et un manque à gagner pour eux de 250 millions d'euros par an sur quatre ans. Ils ont mandaté un grand cabinet d'avocats, Clifford Chance, qui étudie les suites à donner à tant de sincérité présidentielle. Avec une question à 1 milliard d'euros: va-t-on tout faire pour obtenir réparation du préjudice? Sur ce point, on peut vous dire que, dans le foot, ils sont tous d'accord. ☺